



Lilian halls-French

Co-Présidente Initiative Féministe EuroMed (IFE-EFI)

Mesdames, messieurs, chers collègues chers amis,

Je souhaiterais commencer par dire, en ma qualité de co-présidente de l'Initiative Féministe Euro-méditerranéenne qu'être aujourd'hui dans l'Hôtel de Ville de Paris pour parler de la démocratie telle que nous l'entendons, en tant que féministes, est pour nous un honneur et un immense plaisir, car la vague d'une ampleur sans précédent de courants politiques ultraréactionnaires et d'intégrismes religieux, les conflits armés, les crises économique, financières, climatiques, comme la poursuite des exactions des régimes oppressifs et des forces d'occupation mettent particulièrement à mal les droits des femmes, en tant que droits humains universels. Des problèmes qui semblaient réglés depuis des années renaissent de leurs cendres et ces droits d'un bout à l'autre de la planète sont partout menacés. La lutte contre le terrorisme sert de justification à l'augmentation des budgets militaires et du commerce des armes et à l'intensification de la rhétorique militariste aux dépens des droits socio-économiques des peuples en particulier ceux des femmes. Cet environnement global est aussi caractérisé par l'étranglement de la société civile, et donc la réduction de l'espace géré par les femmes pour les droits des femmes.

Elles sont néanmoins partout en lutte pour leur droit à vivre, à tous moments de leur vie, une vie de citoyenne à part entière, à égalité de droits avec les hommes dans tous les domaines, une vie à l'abri de toutes les formes d'oppression et de violence, qu'elles soient le fait de leurs conjoints ou parents, de leurs voisins, de leurs patrons, de groupes armés, de mouvements fanatisés, des institutions ou des États.

L'égalité, la pleine citoyenneté des femmes, en d'autres termes la démocratie sont aujourd'hui à l'agenda. Mais de quelle démocratie parlons-nous alors que tous les témoignages – de la Jordanie à la Suède, de l'Irak à la Géorgie, de la Croatie à l'Égypte, du Maroc au Pérou - nous donnent une indication claire de l'universalité du système de domination et du contrôle des femmes. Elles sont exclues des lieux de pouvoir, privées des décisions qui engagent leurs propres vies et le sort de leur pays, elles sont absentes des pourparlers de paix, des arènes de négociation.

L'une de premières entreprises de notre réseau a été de construire un discours commun nourri, au delà de la diversité de nos contextes et de nos cultures, par une réalité commune : celle des discriminations et de la violence auxquelles nous sommes confrontées ; ensemble nous nous sommes attachées à



dévoiler l'universalité des modèles de cette oppression et à mettre en évidence la nécessité d'une lutte commune radicale et intransigeante, contre toute atteinte aux droits des femmes où qu'elle trouve place. Au-delà de notre diversité nous sommes unies par un engagement sans faille pour la place, le rôle, la liberté de mouvement et d'action des femmes dans l'espace public, le partage équitable du pouvoir entre les femmes et les hommes dans la vie privée et dans la vie publique en tant qu'enjeu démocratique majeur.

Le combat féministe est un combat politique : combattre pour l'égalité ne peut se faire sans questionner le fonctionnement politique des sociétés, le fonctionnement politique du monde.

C'est aussi ce que font les partis politiques progressistes et les organisations démocratiques. Néanmoins, même si ils se déclarent féministes, ils ne semblent jamais considérer l'oppression des femmes comme une priorité ou comme un problème politique de plein rang quand ils analysent les sociétés et les questions des femmes se retrouvent le plus souvent en fin d'agenda. À l'exception de NOTRE journée le 8 Mars et je dirais même désormais de NOS journées puisque le 25 novembre commence, grâce aux soins intensifs des mouvements féministes, à avoir droit de cité.

Cela nous a conduites souvent à définir le féminisme comme le chaînon manquant de la pensée politique. Entre la spécificité des questions des femmes qui les confinent dans des commissions féminines (alors que nous ne sommes pas plus spécifiques que les hommes car nous sommes la moitié de l'Humanité) et leur transversalité, où sont elles, où sommes-nous ?

Nous ne cessons de clamer que la présence de femmes dans la sphère politique est une nécessité démocratique, car la démocratie nécessite un pouvoir d'action égal pour les femmes et pour les hommes, dans les structures et dans les processus qui façonnent leurs vies, mais que c'est aussi la condition d'un développement équitable et durable, comme cela est désormais reconnu par les plus hautes instances internationales.

Or, aujourd'hui, dans le monde les femmes occupent moins de 20% des sièges dans les parlements, environ 10 % des postes de responsabilité dans les partis, alors qu'elles constituent entre 40 et 50 % des adhérents. En avril 2019 sur 193 pays, 26 étaient dirigés par des femmes. Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice d'ONU Femmes, secrétaire générale adjointe des Nations unies, n'a-t-elle pas déclaré, lors de la 62^{ème} session de la Commission de la condition des femmes, en 2018 à New York qu'il faudra attendre 217 ans avant d'atteindre la parité !



Si la participation à la vie politique des femmes est un droit garanti par plusieurs conventions internationales, faire de ce droit une réalité demande un investissement dont les partis politiques progressistes sont la clé, car ce sont eux qui recrutent et choisissent les candidats aux élections et décident des agendas politiques, leur rôle est par ailleurs essentiel pour faire évoluer les mentalités et combattre les stéréotypes qui restent très ancrés dans la vie sociale, économique et politique, même si à des degrés divers, dans tous les pays du monde.

La présence de femmes dans les instances politiques décisionnelles est cruciale, y compris dans les instances de gestion des conflits et les processus de transition politique. Elle n'est évidemment qu'un des multiples éléments pour peser dans la balance du pouvoir ; le rôle de la société civile, son soutien sont essentiels car les déclarations et les mesures gouvernementales n'ont jamais été suffisantes pour générer des progrès significatifs dans le domaine du droit des femmes, et ne le seront jamais si elles ne sont pas soutenues par la participation des femmes elles-mêmes. C'est le rôle des organisations féministes. Rien ne s'obtient jamais sans elles, mais hélas ce qui est obtenu n'est jamais durablement acquis.

Pourquoi, alors que les femmes ont montré depuis longtemps leurs capacités de leadership politique, pourquoi y a-t-il toujours ce sentiment chez les femmes de ne pas être totalement légitime et de devoir faire et refaire chaque jour ses preuves ? Nous devons je dois dire, nous en France, assumer un lourd héritage et je ne peux pas résister au plaisir de citer les propos du sénateur Armand Calmel en 1932 « *Nous sommes d'accord pour procurer aux femmes tout ce que leur genre est en droit d'exiger, mais en dehors de la politique. Permettre aux femmes de voter, c'est le saut dans l'inconnu et nous avons le droit de ne pas nous précipiter dans cette aventure. Soyons assez courageux pour rester nous mêmes, nous avons bravé d'autres dangers que le féminisme et chaque fois que la République a été en danger le Sénat l'a sauvée* ».

On nous demande souvent « Mais quel est l'impact de la participation des femmes ? ». Est-ce que la même question est posée s'agissant de la contribution des hommes ? Jamais. La participation des femmes dans les instances de décision doit elle être décidée en raison de son impact ou de son efficacité ? non, nous ne mangeons pas de ce pain-là. C'est un principe, une question de justice sociale, une mesure de la démocratie.

Et rien ne changera tant que les différentes composantes du mouvement démocratique n'intégreront pas l'égalité dans leur culture et dans leurs actions.



Il ne suffit pas que des femmes s'engagent en politique pour que la condition de toutes les femmes s'en trouve révolutionnée. Encore faut-il que ces femmes politiques soient féministes, l'assument et le revendiquent. La présence de femmes dans les parlements rend le débat possible sur les violences et discriminations et favorise le vote des lois (la Suède en est un bon exemple. Mais leur application nécessite la vigilance et l'action de parlementaires féministes et du soutien de l'ensemble la société civile. Il nous faut convaincre toutes les composantes du mouvement démocratique de l'urgence de prendre en compte les analyses féministes pour atteindre les objectifs de démocratie de justice sociale et de paix.

Pour notre part, Initiative Féministe Euro Méditerranéenne, nous sommes en tant que féministes, pacifistes et internationalistes. Nous agissons pour la création d'espaces de dialogue où nous débattons des concepts traditionnels de démocratie de paix et de sécurité à partir d'une perspective de genre avec des militantes des droits des femmes, des chercheur-e-s, militants politiques et associatifs, responsables politiques au niveau régional, national et local.

Nous travaillons à l'élaboration d'un discours alternatif qui expose les liens entre patriarcat, militarisme et religion et leur résistance face à l'égalité. Notre campagne *Equality First* a contribué à la promotion de l'égalité en meilleure place sur agendas politiques dans toute la région Euro-méditerranéenne. Lutter aujourd'hui pour l'application de nos droits ou pour en conquérir de nouveaux ne suffit plus, il faut désormais lutter contre la régression. Nous savons toutes ici que rien n'a jamais été acquis hors de l'engagement et de l'action des femmes elles-mêmes. Il faut donc gagner la place des femmes dans les lieux de pouvoir et toutes les instances de décision pour l'instauration d'un rapport de forces qui nous soit plus favorable, mais aussi en finir avec la marginalisation des approches et des analyses féministes. C'est dans ce but que nous développons des liens avec toutes les composantes du mouvement démocratique, pour confronter et rassembler nos expériences, pour mettre en commun nos connaissances, féministes et pacifistes, syndicalistes, femmes et hommes politiques et pour, ensemble, faire reconnaître les organisations des droits des femmes - je parle ici des organisations indépendantes et c'est une précision très importante - comme interlocutrices légitimes et reconnues des dirigeants politiques.

Il nous faut convaincre que la prise en compte des valeurs portées par le féminisme la culture et les pratiques politiques est l'une des conditions nécessaires pour espérer construire un monde de démocratie, de justice sociale et de paix. Je vous remercie.